



Avignon, le 25 avril 2017

**COMITE DEPARTEMENTAL DE L'ACTION SOCIALE DU
25/04/2017 : DECLARATION LIMINAIRE**

Monsieur le Président,

au niveau national, le constat est malheureusement toujours le suivant : l'action sociale ministérielle reste grippée.

La volonté claire de ce gouvernement est de supprimer l'action sociale spécifique de notre ministère et de fondre le budget de l'action sociale des Finances dans celui de la fonction publique d'Etat. Le Secrétariat général ne défend pas les fonctionnaires du ministère des Finances : dans ces conditions, nous risquons de perdre les avantages âprement acquis lors des événements de 1989. La situation est désormais toujours très préoccupante.

Pour l'année 2016, Solidaires Finances a refusé de cautionner un budget national qui consacrait pour la première fois aux ministères économiques et financiers la réduction drastique des moyens alloués à l'action sociale.

Ce budget a été une marque de mépris et une provocation à l'égard de tous les agents retraités et actifs qui subissent par ailleurs la baisse de leur pouvoir d'achat.

Ces derniers doivent faire face à des suppressions massives d'effectifs et des conditions de travail de plus en plus dégradées.

L'action sociale n'échappe pas une nouvelle fois à la politique d'austérité suivie par Bercy avec un budget 2017 qui continue à subir des restrictions sans précédent.

Rappelons que la subvention à ALPAF a été purement et simplement annulée en 2016 et pour 2017, elle a encore été amputée de quelques millions d'€.

Par ailleurs, si la subvention destinée à la MGEFI a été ramenée à 4 millions d'€ par la loi de Finances pour 2017, aucune compensation n'a été effectuée sur les autres postes de dépenses où les besoins restent criants, par exemple les places de crèches.

Solidaires Finances reste d'ailleurs toujours dans l'attente depuis plus d'un an d'une réunion destinée à élaborer un budget d'action sociale en lien avec les besoins des agents.

Mais, Solidaires Finances se refuse à prioriser une action sur une autre. Si le Secrétariat Général s'obstine dans sa position de réaliser les actions dans un budget constant, cela compromettra l'avenir du dialogue social.

Il y a toujours des besoins en matière de gardes d'enfants qui ne seront pas résolus par des

saupoudrages de CESU de toute nature.

Les besoins en logements sociaux existent toujours en Île-de-France mais aussi dans les zones à forte tension immobilière.

Les recrutements à la DGFIP et à la Douane existent encore malgré les suppressions d'emplois et ALPAF doit également tenir compte du fait que, désormais, les agents nouvellement affectés seront bloqués pour la plupart sur leur poste pour 3 ans.

Il faut donc envisager que les demandes de logements vides seront en augmentation et qu'ALPAF doit être en capacité d'y répondre.

Vous l'avez bien compris, l'action sociale doit s'inscrire dans une dynamique de progrès en tenant compte des aspirations de tous les agents.

Solidaires Finances exige une action sociale de proximité au service de tous les agents, à hauteur de leurs besoins. C'est pourquoi, Solidaires Finances continuera à dénoncer avec force la baisse des budgets alloués à l'action sociale qui ne peuvent répondre aux besoins en termes de logement, restauration, gardes d'enfants, de loisirs et de culture.

L'action sociale doit bénéficier à l'ensemble des agents du Ministère, quel que soit leur statut.

Pour cela, les moyens financiers, humains, l'organisation ministérielle départementale et de proximité doivent être renforcés et pérennisés.

Solidaires Finances demande à ce que l'administration informe tous les agents, actifs et retraités, de leur droit aux prestations d'action sociale afin que tous puissent en bénéficier.

Solidaires Finances insiste une fois de plus sur un certain nombre de points mettant un frein à une mise en œuvre effective de l'action sociale, notamment l'absence d'assistant de délégation dans le Vaucluse et aussi, par exemple, la problématique des transports. L'obligation de suivre un marché public national limite les possibilités d'action souvent à cause des tarifs élevés, des absences de réponse à ces appels d'offres ou l'éloignement géographique du prestataire retenu.

Par ailleurs, Solidaires Finances se félicite sur la restauration collective de la prise en compte, lors de la dernière assemblée générale de l'ARIA gérant le RIA d'Avignon, de la nouvelle circulaire relative à la gestion et au fonctionnement des restaurants administratifs de la DGFIP, avec notamment la mise en place du conseil de surveillance en charge d'exercer le contrôle interne de l'ARIA.

Solidaires Finances n'a toujours pas eu de réponse sur la formation effective des représentants du personnel en CDAS. Comme Anne, Solidaires Finances attend et ne voit rien venir ! Nous vous rappelons que la formation des membres du CDAS était prévue dans la note d'orientation de l'année 2015 rédigée le 18 décembre 2014. Il serait opportun de relancer le Secrétariat Général pour connaître les dates retenues pour l'année 2017. **C'est désormais une exigence !**

In fine, Solidaires Finances rappelle que l'action sociale a pour rôle d'offrir à tous les agents publics la possibilité de mieux vivre au quotidien leur vie professionnelle et familiale, d'accéder aux loisirs et à la culture, de contribuer à aider chaque agent à construire l'avenir de ses enfants et de permettre à chaque pensionné d'envisager sereinement leur vie de retraité,

L'action sociale doit tenir compte de l'évolution des besoins de tous les agents et y répondre de mieux en mieux. Nous y veillerons encore et toujours !

A titre complémentaire, Solidaires Finances vous demande de tout mettre en œuvre pour avoir un remplaçant au Docteur Coll en tant que médecin de prévention à titre permanent.